

Réflexions de Gérard LONGUET
Ancien Ministre - Sénateur de la Meuse
Président de la Fédération UMP de la Meuse
25 juin 2013

L'inquiétude de nos compatriotes sur l'avenir de notre pays n'a jamais été aussi palpable qu'au début de cet été 2013. Non que les difficultés soient nées depuis un an avec l'élection de François Hollande. Bien au contraire, nous savons qu'elles viennent de plus loin et chacun donne sa version : 1968 pour les plus vieux ; les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 ; les générosités non financées de 1981 ; la hausse du coût du travail générée par les 35 heures décidées en 1997 ; la monnaie unique ; la montée constante d'une immigration que la France ne sait pas accueillir depuis l'autorisation en 1976 du regroupement familial ; les crises financières de 2008, la crise de l'euro en 2011, engendrée par les dettes impressionnantes accumulées par les états européens les moins prudents, dont la France.

Ajoutons la paralysie des initiatives qu'entraîne la généralisation du principe de précaution ; le double langage à l'origine de nos faiblesses Françaises est d'ailleurs en chacun d'entre nous : nous dénonçons la délocalisation mais nous achetons chaque jour plus en Asie, nous souhaitons que les « plus gros payent » mais nous déplorons l'absence d'investisseurs ; nous pestons contre les charges et les impôts, et nous demandons chaque jour des dépenses publiques nouvelles.

Avouons qu'il y a des raisons de s'inquiéter, non pas de la dureté des temps, la France est riche plus qu'elle ne l'a jamais été, hors dette, et les Français sont éduqués, soignés, protégés. Mais chacun se dit que cela ne va peut-être pas durer sous le choc de la mondialisation et donc de la concurrence d'une population mondiale qui, pour 99 % d'entre elle, n'est pas Française !

Mes convictions sont désormais bien établies : La France peut réussir à trois conditions : pousser au maximum ses atouts existants sans se disperser, diminuer sa dépense publique, autoriser chacun à travailler plus et plus librement.

Je n'ai à ce jour aucune responsabilité nationale. Mais j'ai à cœur d'exercer mon mandat de Sénateur de la Meuse en coopération avec tous les responsables locaux et nationaux de bonne volonté. Je veux mettre en œuvre ces trois conditions de la réussite sur le territoire de notre département. Ce n'est pas une affaire de parti politique, c'est une affaire de volonté et à l'échelle de la Meuse, c'est une affaire de travail quotidien de tous, avec tous.

Au cours de cette année 2013, en Meuse, trois grands projets prennent forme, qui vont entraîner vers une réussite de long terme nos trois arrondissements de Bar le Duc, Commercy et Verdun. Je suis fier d'avoir tenu, et depuis parfois longtemps, ma place pour préparer ces trois pistes prometteuses.

La Meuse est désormais, avec la Haute Marne, associée à une grande réussite Française, l'électronucléaire. Ce qui a été initié en 1994 avec Bure, décidé en 1997, organisé en 2006, devrait être confirmé par la loi en 2016 (loi de réversibilité).

Je n'ignore rien, ni des inquiétudes, ni des besoins d'information, et si nous avons progressé mieux que partout dans le monde en matière de transparence, nous devons maintenir haute l'exigence. C'est pourquoi il faut accepter le débat public et respecter le dialogue. Ce que ne font pas, hélas, la poignée de détracteurs obtus qui interdisent le « Débat Public » prévu par la Loi de 2006.

Mais, dans moins de quatre ans, un chantier de plus de 2000 emplois directs s'ajouteront aux 500 existants générés par le Laboratoire. L'Arrondissement de Bar le Duc accueillera l'un des plus grands chantiers européens, dont la mise en service, dans 12 ans, garantira des activités « durables » pour un siècle. Avec le temps, la formation des jeunes, l'arrivée en Meuse de spécialistes, ingénieurs, techniciens, scientifiques, l'association de nos entreprises à cette réussite et, là encore, l'arrivée de nouvelles entreprises, enrichiront d'une façon pérenne notre Sud Meusien, en nous associant d'ailleurs à l'Université de Lorraine.

Comme nous avons le temps avec nous et que notre partenaire principal est l'ANDRA, un établissement public, nous pourrons construire un projet équilibré, dominé par l'intérêt national et local et non par la recherche immédiate d'une solution de facilité.

A une condition naturellement : que les responsables Meusiens soient exigeants, réfléchis et solidaires. Nous y sommes parvenus pour l'essentiel depuis 20 ans. Energic 52/55 en est une belle illustration. Il faudra continuer, dans cet esprit pour les 30 prochaines années de montée en puissance du projet d'abord, pour son suivi ensuite.

Le deuxième projet pour lequel je me suis personnellement très impliqué est la reconversion du Bassin de Commercy. L'ancienne métallurgie, des fours à chaux aux tréfileries, en passant par la fonderie où la mécanique survit, représentant une parcelle de notre histoire mais sans nous laisser espérer un développement mais seulement un maintien.

Le travail du bois a été laminé dans le meuble par les coûts salariaux, la concurrence étrangère et les changements de comportement des clients. La ville de Commercy même perd son Régiment et son départ, prévu par le livre Blanc de 2008, a été accéléré par une décision de juillet 2012.

J'ai la fierté de penser que nous sommes en train de réussir à Commercy une reconversion autour d'industries françaises les plus modernes : la Défense et l'Aéronautique.

Déjà l'Usine de Safran Albany sort de terre et je salue la solidarité de tous pour tenir le calendrier. J'ai le souvenir heureux des premières démarches auprès du Président HERTEMAN, sur les conseils avisés de Philippe PETITCOLLIN et je remercie le Secrétaire Général de l'Elysée de 2009, Claude GUEANT, d'avoir bloqué le projet pour qu'il n'aille pas ailleurs.

Ami de toujours du Président de KEP Technologies, déjà implanté en Meurthe et Moselle, j'ai la joie de constater que la crédibilité industrielle de Commercy le pousse à regrouper des petites unités industrielles dispersées en France sur le Quartier Oudinot. Pour Jean-Pierre CALZARONI, son Président, le voisinage de Safran, le partenariat de la Meuse avec le CEA et la proximité de Nancy, font de

cette ancienne caserne une localisation pertinente pour sa société KEP Technologies.

Nous attendons désormais la confirmation d'un grand marché export qui permettrait à CMI (Cockerill Maintenance et Ingénierie), un très vieux nom de l'industrie dirigée par un Lorrain d'adoption, enfant de la sidérurgie et Président du F.C. Metz, de compléter la réutilisation intégrale des bâtiments du 8^{ème} RA. Déjà, CMI travaillait vers Bure. Sa division Défense pourrait consolider la vocation industrielle de Commercy, dont Arcelor-Mittal maintient l'activité tréfilerie.

Avec la solidarité de l'agro-alimentaire, la tradition industrielle et rurale de l'Arrondissement de Poincaré se trouve ainsi confirmée.

Reste alors l'Arrondissement de Verdun. A l'est et au nord de Verdun, la proximité du Luxembourg et du sillon Mosellan diffuse, en tache d'huile, une population plus nombreuse dans les villages de la Woëvre et des Côtes de Meuse. Les intercommunalités rurales, en améliorant la qualité des villages et des services aux habitants, ont accéléré cette progression.

Le Nord Meusien s'essouffle, malgré de brillants points d'appuis comme Realmeca ou ALK-Allerbio en Argonne, Bel, Ahlstrom ou Arelis, par exemple. Surtout hier encore Verdun restait isolée, malgré les efforts pour lui donner plus de moyens.

Avec Rémi HERMENT, j'ai été en tant que Président de Région Lorraine, à l'origine de la Gare Meusienne du TGV en 1998. Avec l'appui du Conseil Général et de son Président Christian NAMY, elle est devenue une réussite reconnue.

Le Maire de Verdun voulait construire une agglomération, ce qui veut dire à la fois plus d'intégration et plus de moyens venus de l'Etat. L'ancienne loi fixant à 50 000 habitants le minimum était inapplicable au Nord Meusien. Sur mon idée, Claude LEONARD, alors Sénateur, déposait une proposition de loi pour ramener le seuil à 30 000. Personne n'y croyait et j'ai pu le mesurer lors de ma campagne de septembre 2011 pour être réélu. Pourtant en janvier 2013, j'obtenais un premier succès par un vote favorable du Sénat que Jean-Louis DUMONT confirmait à l'Assemblée Nationale peu après.

Aujourd'hui l'Agglomération est possible dans des conditions qui ne forcent personne à un périmètre irréaliste.

Seul le long terme doit compter et le bon sens doit guider. La négociation sera difficile. Ancien Conseiller Général du Canton de Fresnes en Woëvre, je comprends à la fois et le désir de plus de 15 maires du Canton d'Etain de participer comme fondateurs à ce grand projet, et celui de mon ancien Canton de croire au développement rural autonome. La Ville d'Etain est, en elle-même, un petit pôle. Avec Verdun, elle serait la 2^{ème} ville de l'agglomération et son ouverture vers le Nord Lorrain le plus actif. Sans Verdun, elle serait plus libre mais avec des moyens plus faibles et des communes « pro Verdun » déçues. Mon seul souhait est que les projets et les débats l'emportent sur les passions partisans et les questions de personnes.

Le Nord Meusien a besoin d'un projet à l'image de ce que nous avons engagé et, à cet instant, réussi dans le Sud avec les deux parlementaires d'aujourd'hui, Bertrand PANCHER comme Député et Christian NAMY comme Sénateur, ou hier avec le Député-Maire de Commercy d'alors, François DOSE, rallié à Bure et attaché à sa ville.

Verdun est aussi la capitale agricole de la Meuse. C'est de l'alliance entre les services de la ville et la richesse d'une agriculture, d'une forêt, d'un tourisme rural et de Mémoire admirablement desservis par des infrastructures TGV et autoroutières qu'il faut espérer la réussite. L'Armée doit rester avec ses deux Régiments. Mais la solidarité de l'Arrondissement est le meilleur atout pour chercher, à l'image du Nucléaire et de l'Industrie Moderne pour le Sud, les chemins du succès pour le nord.

C'est pourquoi, je suis fier d'avoir rendu l'Agglomération possible.

Ainsi pendant la Crise Française, la Meuse continue de se battre en espérant réussir :

- Accrochée désormais aux atouts Français que sont le nucléaire et la défense, l'aéronautique.
- Disposant, grâce à Bure, de moyens financiers pour investir dans les atouts de son espace territorial généreux et de son patrimoine naturel et historique.

La Meuse doit se battre pour obtenir le soutien et la considération de l'Etat et de la Région Lorraine.

J'estime que le Conseil Général est notre bras armé. Je regrette de ne plus y participer, mais les lois sur le cumul l'interdisent et l'interdiront plus encore. C'est idiot, mais c'est à la mode.

Sénateur, je travaille avec tous les élus locaux et pour tous les élus locaux. Pourtant, je n'en suis pas un : la charge de maire, très contraignante au quotidien, rendrait mon action nationale moins efficace. Or, c'est à Paris, en y étant connu et reconnu que, dans notre France centralisée, on pèse sur les décisions qui s'y prennent ou en saisissant les informations utiles qui y circulent.

Libéré de la très lourde charge de Président du Groupe Sénatorial de l'UMP et constatant les réalités de mon état-civil, je me concentre sur ces trois projets qui changent utilement la Meuse : le Nucléaire parti de Bure, les industries de la France moderne issues de la reconversion du 8^{ème} RA et la solidarité Meusienne, complétée par l'organisation du Nord Meusien.

Dans le Nord Meusien, j'ai retrouvé une petite part de mes racines, car ma famille maternelle de Briey vient en réalité d'Ornes, village détruit. Mais nous l'avions quitté sous Louis-Philippe et les Allemands ont fait le reste lors des combats de Verdun en 1916.

A Revigny sur Orain, la chaleur de l'accueil de 1979 et le charme de la Giraudière m'ont fixé depuis 34 ans.

A Bar le Duc, la Renaissance est à l'honneur. Mon bureau, qui est mon outil de travail avec mon équipe active, s'inspire de cet élan qui sous Antoine et Charles III illumina la Lorraine.

Je n'avais de lien avec Commercy que par le travail accompli et les amitiés sincères que j'ai nouées dans cet arrondissement de Gondrecourt où André DROITCOURT m'accueillit comme un jeune élu, à Vigneulles où Rémi HERMENT su toujours partager avec moi initiatives et résultats.

En Argonne comme dans la Woëvre, j'ai approfondi, comme Conseiller Général durant 5 mandats, mon expérience du terrain. Je leur reste fidèle.

Au moment où je souhaite qu'une relève de génération s'opère, y compris dans la vie publique, je n'ai pas l'intention cependant d'abandonner la tâche tant que ces trois chantiers ne seront pas définitivement confirmés comme autant de belles réalités. Mais, ils seront ma priorité, car lorsque le temps compte, il faut soutenir l'essentiel.